

MEMO DU CHEF DE FILE DE L'OPPOSITION
A L'ATTENTION DE SON EXCELLENCE LE PRESIDENT DE
LA REPUBLIQUE
LE PROFESSEUR ALPHA CONDE

Excellence, Monsieur le Président,

Vous avez pris l'initiative en 2014 de créer le statut de chef de file de l'opposition et d'en faire une institution républicaine actée par l'adoption d'une loi à cet effet. Cette décision a été motivée pour améliorer la qualité de l'environnement politique de notre pays qui, hélas est jalonné par des crises répétitives et meurtrières. Ce climat n'est pas propice pour faire de la Guinée, un pays politiquement stable, économiquement attractif, socialement paisible, et humainement soudé et fraternel.

Avec l'aide de Dieu et en conformité avec les lois guinéennes, j'ai l'honneur d'assurer la charge de Chef de file de l'opposition, qui m'impose de veiller à maintenir un courant d'échanges fraternels, constructifs, responsables et productifs avec vous et avec votre gouvernement. En effet il est utile et impérieux de privilégier à tout moment le dialogue pour trouver ensemble les solutions aux problèmes de notre pays.

Le dialogue responsable et constructif est une nécessité pour permettre à la Guinée de se relever, de cicatriser les multiples blessures que notre société a en mémoire. A ma place, je mettrai en œuvre en toutes circonstances cette façon de « **faire autrement la politique** » pour « **s'opposer autrement** ».

Le présent dans notre pays est particulièrement difficile. La résurgence de la fièvre Ebola dans notre territoire accroît les inquiétudes de nos compatriotes alors que la pandémie COVID19 n'est pas éradiquée. Ces difficultés supplémentaires doivent nous inciter tous, aussi bien gouvernants que gouvernés, de se souder afin de faire face ensemble contre les maux qui nous assaillent et qui sont

en mesure d'anéantir les efforts et sacrifices de plusieurs années. Pour réussir cela nous avons besoin de la paix, de la concorde nationale et de la sérénité.

Excellence, Monsieur le Président,

Ce mémo que nous vous présentons est destiné à défricher les voies nous permettant de contribuer à l'apaisement et à la concorde nationale dont nous avons tous besoin. Nous saluons à cet égard la création du cadre permanent du dialogue politique et social sous la présidence du Premier Ministre. L'institutionnalisation du dialogue politique et social par le biais de concertations nationales ouvertes et inclusives est une opportunité pour faire les diagnostics sans complaisance des maux qui gangrènent notre société et notre pays afin d'envisager par conséquent les voies et moyens d'y apporter des remèdes. Nous vous remercions par avance de bien vouloir revoir à la hausse le nombre de places allouées (deux) à l'opposition. La mise en place effective de ce cadre dans un délai proche sera également bien accueillie par l'ensemble des acteurs politiques et sociaux.

Excellence, Monsieur le Président,

La décrispation politique est nécessaire pour restaurer un climat favorable aux affaires dans notre pays. Pour ce faire nous vous proposons les pistes suivantes :

- **Solder le passif de la crise politique** : Comme vous le savez, notre pays est sorti traumatisé des processus électoraux de l'année 2020. Plusieurs dizaines de personnes demeurent emprisonnées. Cette situation est une préoccupation nationale. Afin de contribuer à apaiser les esprits et de faire baisser les tensions politiques nous vous suggérons d'user de votre influence pour solder le passif de la crise post-électorale. Cela concerne principalement les détenus politiques dont les cas méritent d'être examinés de manière plus humaine par leur libération, ou par des libertés provisoires assorties de contrôles

judiciaires. Quand la justice aura terminé son office, nous sommes persuadés que vous aurez le loisir d'user de votre droit de grâce. Il est d'une grande importance pour notre pays de tourner dans le bon sens cette page sombre de notre histoire.

- **La réouverture des frontières terrestres avec les pays limitrophes** : Les populations rurales notamment les paysans sont affectés par la fermeture des frontières avec nos pays limitrophes. Plusieurs secteurs de notre économie comme les transporteurs et les commerçants se retrouvent pénalisés. Nos capacités productives pour l'export sont réduites sans compter les pertes de parts de marchés. Cette situation a renforcé les méfaits de la pandémie COVID-19 dans le pays en accentuant la pauvreté et les difficultés pour nos populations. Nous vous remercions d'avoir signé avec votre homologue de la Sierra-Léone la réouverture de la frontière avec ce pays frère. Nous vous encourageons en dépit de tout d'aller dans ce sens avec l'ensemble de nos voisins car nos destins collectifs sont intimement liés.
- **La nécessité de conforter le vivre ensemble et l'unité nationale** : Le peuple guinéen subit plusieurs tensions de toutes natures qui déchirent notre tissu national. Les tristes événements tragiques de Macenta en fin décembre, illustrent la nervosité et le recours récurrent à la violence pour gérer des contradictions mineures. Il est essentiel de restaurer et de conforter le vivre ensemble sans lequel la cohésion nationale volera en éclats. Or le développement n'est que le dividende de la cohésion nationale. Votre charge recommande de prendre en compte tous les enfants de la Guinée sans aucune discrimination notamment en ce qui concerne la jouissance des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la pleine citoyenneté pour tous. C'est par ce chemin que nous pourrons ramener la confiance entre les guinéens et les institutions nationales. Le développement et la sauvegarde de notre souveraineté ne sont que les dividendes de l'entente et de la concorde nationale.

- **L'élimination des causes récurrentes des crises politiques en Guinée** : La Guinée a trop longtemps souffert des violences consécutives aux crises socio-politiques qui causent des dégâts humains, économiques et de perte de prestige pour notre pays. Il nous faut procéder à un diagnostic approfondi des facteurs des crises socio-politiques qui entravent la marche de notre pays. D'ores et déjà la primauté de la loi pour consolider les fondements de l'Etat de droit est une urgence pour restaurer l'autorité de l'Etat. Les expériences électorales de ces trois décennies ne sont pas satisfaisantes car trop souvent sources de contestations et de violences. A notre niveau nous allons dans un futur proche, organiser au sein de l'opposition une réflexion approfondie afin de faire des propositions consensuelles pour repenser la totalité du processus électoral. Un fichier exhaustif et sincère du corps électoral, un organe de régulation dépolitisé et un appareil administratif fiable permettront sans aucun doute d'organiser dans le futur des élections crédibles, transparentes et paisibles pour la Guinée. La dévolution du pouvoir ne devra plus être l'occasion de mettre en danger la stabilité et la paix.
- **Gouverner autrement pour briser les rigidités structurelles économiques et sociales** Le potentiel économique de notre pays est une véritable bénédiction de Dieu. Nous n'avons pas encore réussi à faire de notre pays « la locomotive économique de l'Afrique de l'ouest ». Il n'est pas encore tard pour redresser au mieux cette réalité. A cet effet nous devons changer de paradigme dans la gouvernance économique et sociale pour en finir avec la pauvreté endémique. Pour ce faire nous devons :
 - 1) Encourager la création de nouvelles richesses dans les secteurs porteurs comme l'agriculture, la pêche et le tourisme nous permettra de répondre aux besoins d'emplois de nos jeunes.
 - 2) Accélérer la construction des infrastructures routières et énergétiques sans lesquelles le développement sera hypothéqué.
 - 3) Moderniser l'économie nationale en investissant dans les technologies digitales et numériques afin de créer de nouvelles chaînes de valeurs pour booster la croissance économique.

4) En d'autres termes il nous faut produire plus et produire mieux pour accroître l'offre.

Par la suite il est nécessaire d'assurer un partage plus équitable des fruits du travail. Nous avons beaucoup de personnes qui sont au bord de la route et qui ne trouvent pas de perspectives notamment les jeunes et les femmes. Nous devons redresser cette situation en investissant davantage dans la formation professionnelle et l'éducation des enfants. Comme nous vous l'avons dit nous vous proposerons à l'issue des travaux thématiques que nous organiserons, des pistes susceptibles de nous aider à améliorer l'efficacité de nos politiques économiques et sociales

Excellence, Monsieur le Président,

Nous sommes à vos côtés pour tout ce qui pourra être utile pour l'ensemble du peuple guinéen. Nous sommes aussi à vos côtés pour vous interpeller lorsque nous estimons que votre action risquerait de mettre en difficulté les intérêts de notre pays et de nos populations. Nous avons l'obligation de vous dire respectueusement la vérité pour qu'ensemble nous puissions construire un pays fraternel, réconcilié et prospère. Le sursaut patriotique est vital pour contrer Ebola et COVID-19 hors de notre pays. Aidons-nous à réussir pour l'intérêt national.

Veillez agréer Excellence Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Honorable El hadj Mamadou Sylla